

Intervention lors de la conférence de presse du 12 janvier 2006 à Berne
Oliver Classen, Responsable média et coordinateur "The Public Eye Awards", Déclaration de Berne

Les « Public Eye Awards » dénoncent pour la deuxième fois les dérives des entreprises

Depuis sept années déjà, le « Public Eye » constitue sur place à Davos un contre-poids simultané au World Economic Forum (WEF). Nous contribuons ainsi au débat sur les zones d'ombre d'une mondialisation orientée uniquement sur le profit et montrons quels sont les pas possibles et nécessaires à faire en direction d'une économie plus juste socialement et plus durable écologiquement. Au travers de ces efforts critiques, nous nous savons proches du Forum social mondial (FSM). Cette année, le FSM ne se déroulera pas en un unique lieu, mais de manière décentralisée à Caracas (Venezuela), Karachi (Pakistan) et Bamako (Mali).

Le renversement de la charge de la preuve : un premier succès

Le « Public Eye » attire l'attention sur l'esprit de Porto Alegre à l'endroit exact où l'on pense et agit encore d'après le principe TINA : « There Is No Alternative ». Ce credo de Margaret Thatcher serait en effet une excellente devise pour la rencontre alpine annuelle des acteurs économiques et politiques mondiaux (Global player). En effet, au mépris des crises humanitaires et catastrophes environnementales qui se multiplient partout dans le monde, ces représentants continuent à affirmer que le libre-échange et la concurrence améliorent la croissance et le bien-être de tous, qu'elles libèrent et démocratisent le monde. Ce mantra néolibéral n'est pas remis en question par les membres du WEF. Les mouvements d'opposition de la société civile dont la Déclaration de Berne fait partie a toutefois eu un réel succès. Le politologue allemand Claus Leggewie qualifie ce revirement de l'opinion publique depuis les manifestations de Seattle en 1999 de « renversement de la charge de la preuve ». Il veut dire par là que ce ne sont plus les plaignants qui doivent démontrer la culpabilité des grands groupes multinationaux, ce sont eux qui doivent prouver leur innocence.

Pour renforcer et accélérer cette tendance, des manifestations comme les « Public Eye Awards » sont nécessaires là où l'attention médiatique est portée sur ceux qui font la mondialisation. En effet, pour faire allusion à la devise du WEF 2006, « The Creative Imperative » : les « créateurs » de l'ordre économique mondial qui se réunissent chaque année à Davos continuent consciemment de masquer la souffrance des couturières des marques de jeans au Bangladesh ou de la population indigène des régions productrices de pétrole. Le WEF est et reste, malgré l'Open Forum, tout sauf un forum neutre dans le cadre duquel tous les groupes sociaux (« Stakeholder ») seraient représentés de manière équilibrée. Sinon, en plus de la conquête des marchés asiatiques et de la nouvelle vague technologique, il serait également question des effets pervers des stratégies économiques à court terme, comme par exemple les conditions inhumaines de travail et la destruction des bases de l'existence. La plupart des dirigeants économiques entendent encore par la notion à la mode de « responsabilité des entreprises » la seule préservation des intérêts des actionnaires (« Shareholder »).

Trop d'entreprise sont aveugles à la dimension sociale

Pour la deuxième année consécutive, les « Public Eye Awards » stigmatisent une telle cécité inadmissible, dans l'espoir qu'un ou l'autre des responsables ouvrent enfin leurs yeux sur le

social. Après les manifestations-débats des cinq premières années du « Public Eye », ces prix critiques lancent une nouvelle dynamique. Mais même si nos moyens de communication changent, le message de la Déclaration de Berne et de Pro Natura reste le même et se résume ainsi : Les exigences des employés, de la société et de l'environnement font partie intégrante des économies responsables et sont donc finalement rattachées au niveau international à un système de règles contraignantes.

Afin de donner de l'importance à cette revendication centrale, nous attribuerons le 25 janvier les « Public Eye Awards » à portée de vue du WEF. Nous décernerons un prix dans chacune des trois catégories environnement, social et fiscalité. De plus, pour la première fois, un « Positive Award » sera aussi attribué. Les trois premières catégories décrivent l'éventail complet de la véritable responsabilité d'entreprises. Elles doivent rappeler aux membres du WEF et à d'autres entreprises que la société civile exige d'eux une gestion respectueuse autant au niveau humain qu'environnemental. Le quatrième prix est nouveau et rend hommage à l'action particulièrement responsable au niveau social. Les entreprises susceptibles d'obtenir un prix ont été proposées l'automne passé par des organisations non-gouvernementales du monde entier. Les organisateurs des « Public Eye Awards » ont reçu plus de vingt propositions. Ils en ont élu un lauréat pour chaque catégorie. La portée du comportement irresponsable de la multinationale ainsi que son actualité ont été prépondérants dans le choix des lauréats. Toutefois, tous les cas présentés méritent attention. En d'autres mots, les gagnants respectifs ont un caractère exemplaire.

L'humoriste Patrick Frey va chercher/fait entrer les lauréats sur le tapis rouge

Sous www.publiceye.ch, toutes les cas présentés sont documentés de manière complète. Le dossier de presse contient des résumés. D'illustres membres du WEF comme Novartis et d'autres firmes de la chimie bâloise ont l'honneur douteux d'être nommés dans le contexte de la décharge de déchets toxiques de la commune jurassienne de Bonfol. Coca Cola, autre fameux membre du WEF, a été proposé pour deux raisons différentes. L'une pour intimidation de syndicalistes colombiens et l'autre en raison d'une pollution d'eaux souterraines en Inde. Des entreprises inconnues sont aussi candidats des « Public Eye Awards 2006 ». Ainsi, FILA, une entreprise sœur de la holding étasunienne Sport Brands International, est proposée parce qu'elle ignore systématiquement des violations claires du droit du travail chez leurs sous-traitants. Un ONG danoise a soumis le cas de Dalhoff Larsen & Hornemann, le plus grand distributeur mondial de bois de construction, en raison de déboisements illégaux dans divers pays du Sud.

Parmi les primés de l'année passée, on retrouve Nestlé. Par contre Wal-Mart Stores Inc. Et Dow Chemical n'ont pas été sélectionnés. Cela ne signifie pourtant pas que tous les problèmes aient été résolus. KPMG International et Shell ont reçu un prix l'année passée. Sonja Ribic de Pro Natura et mon Andreas Missbach de la Déclaration de Berne en parleront plus en détail.

La cérémonie de remise des Public Eye Awards aura lieu le 25 janvier à Davos. C'est l'humoriste Patrick Frey qui déroulera le tapis rouge.

Zurich, en janvier 2006